

La crise monétaire internationale et le traité du SUCRE :

Une initiative à l'échelle des pays du Sud pour trouver une solution à la crise déclenchée dans les pays du Nord

Jacques Sapir¹

9 novembre 2009

L'échec de la tentative de ces derniers jours des Banques Centrales à inverser le cours du Dollar américain, et l'impossibilité d'exercer des pressions efficaces pour une réévaluation du Yuan chinois, indiquent bien que la question des changes est aujourd'hui au-delà de ce que peuvent contrôler les pays du G-20. En particulier, rien ne semble pouvoir arrêter le processus de surévaluation de l'Euro. Les bribes de réglementation sur la question des rémunérations et des bonus qui ont été arrachées ne sauraient ici tromper qui que ce soit.

La crise du Dollar va donc continuer à s'amplifier dans les mois à venir, provoquant des ajustements qui – en raison de leurs poids cumulatifs – vont très probablement conduire à une crise ouverte du système monétaire international. Les marchés des matières premières – hydrocarbures mais aussi céréales et métaux – seront de plus en plus déstabilisés car ils deviendront l'un des refuges de la spéculation.

Faute d'aboutir à une solution concertée, qui clairement n'est pas possible aujourd'hui, c'est bien vers des initiatives régionales que l'on s'oriente. Dans leurs formes actuelles cependant, ces initiatives ne sauraient constituer qu'un palliatif. Il est même douteux que pour certaines d'entre-elles, et l'on pense ici spécifiquement à l'Euro, il arrive à se constituer en réelle alternative.

Dans ce cadre, une initiative importante a été prise ces dernières semaines. Le traité établissant le SUCRE, ou le Système Unifié de Compensation, ratifié le 16 octobre 2009 par cinq pays à l'initiative du Venezuela, apparaît comme une initiative au poids symbolique extrêmement important.

Ce traité est la première réponse coordonnée à la crise financière et bientôt monétaire qui s'est déclenchée depuis juillet 2007. Il est symptomatique que cette réponse provienne de pays du Sud, et ce alors que les initiatives prises dans les cadres traditionnels des rencontres internationales, tel le G-20, se sont soldées par des échecs ou au mieux des avancées tout à fait insuffisantes.

Cette initiative apparaît comme la première alternative réellement crédible au renforcement du FMI et de son organisme sœur, la Banque Mondiale.

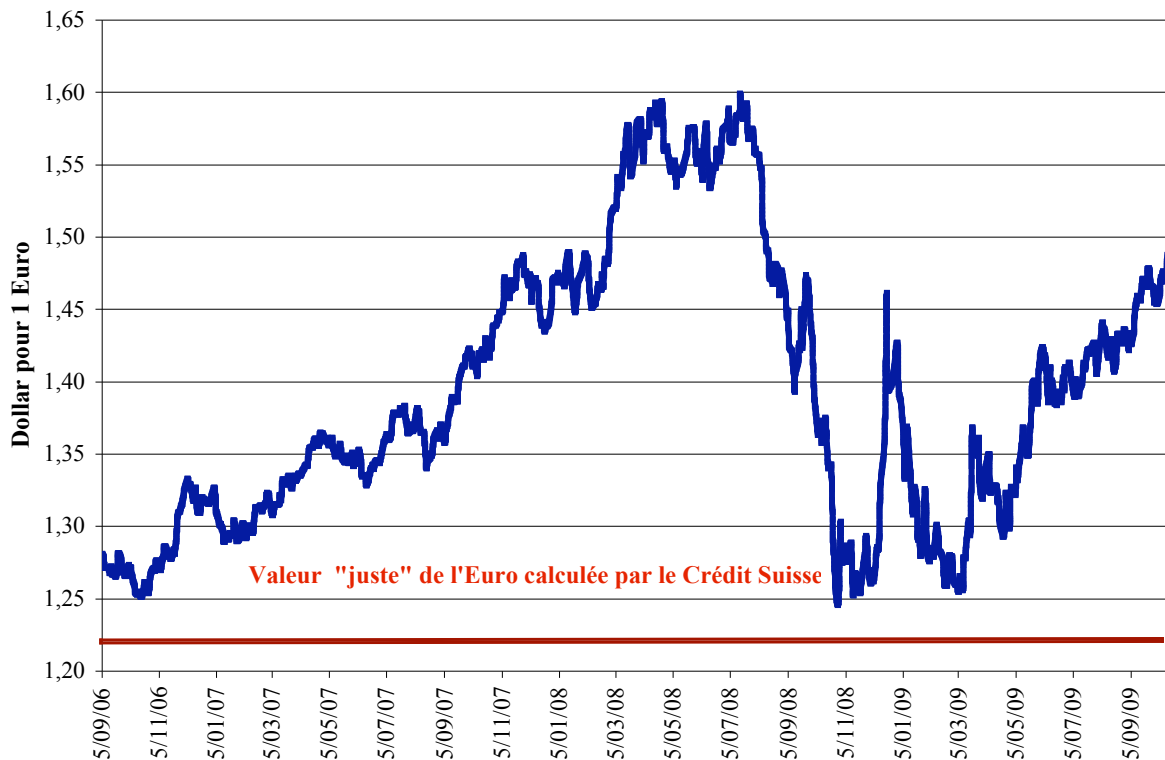
¹ Directeur d'études à l'EHESS, Directeur du CEMI-EHESS.
Contacts : sapir@msh-paris.fr

1. Vers une crise du système monétaire international.

Durant ces dernières semaines, la chute du Dollar s'est accélérée, et la barre des 1,50 dollars pour un Euro a été franchie à la fin du mois d'octobre². Ceci a engendré une réaction des Banques Centrales, essentiellement de la BCE mais aussi partiellement de la Réserve Fédérale et de la Banque du Japon. À la suite à leurs interventions conjuguées, l'Euro est revenu pour quelques jours sous les 1,50 dollars, et il a même atteint le cours de 1,46. Mais, il a recommencé à s'apprécier et devrait franchir à nouveau ce seuil symbolique d'ici au 20 novembre, ayant atteint en ce 9 novembre le cours de 1,497.

Graphique 1

Taux de change de l'Euro contre le Dollar US



Source : BCE

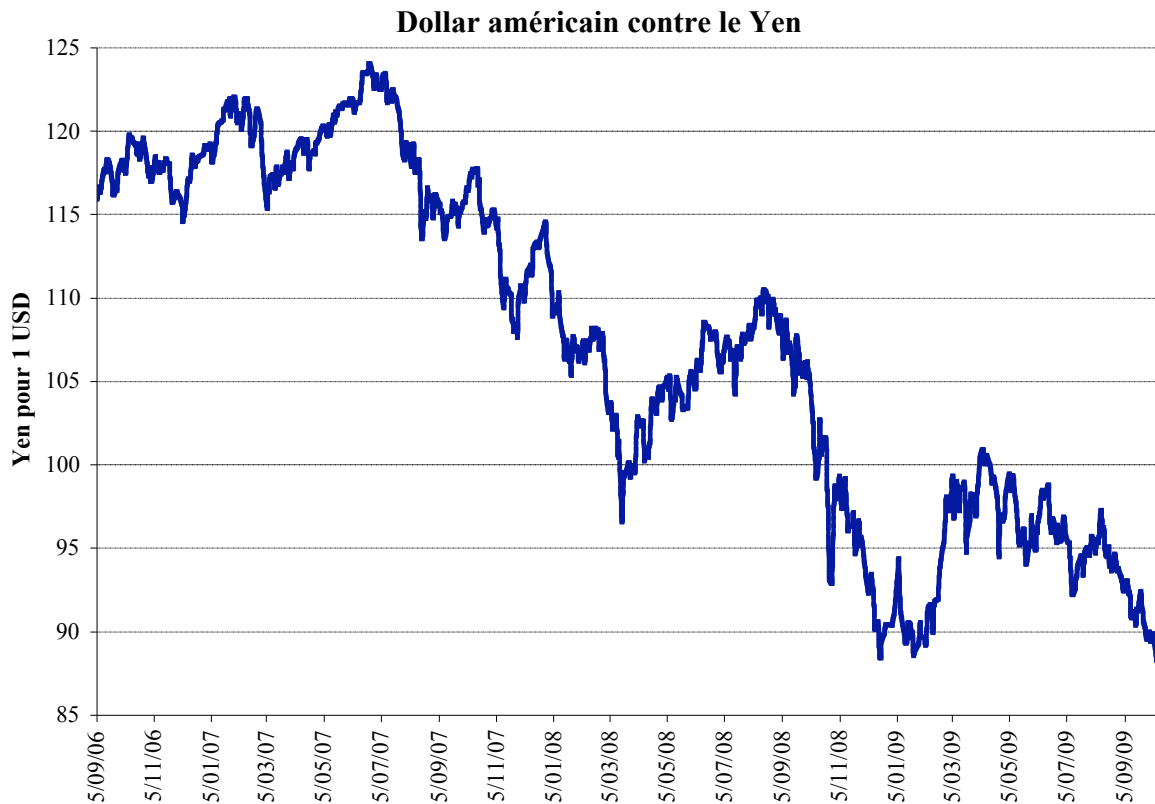
On reste cependant loin encore des valeurs atteintes en 2008, à la suite d'un processus de hausse de l'Euro entamé dès l'été 2007, où, du 27 février au 12 août 2008, l'Euro a été au-delà de la barre des 1,50 Dollars et a même atteint les 1,60. Il est clair que les incertitudes pesant sur le système bancaire américain avaient entraîné cette très brutale chute du Dollar.

² Ye Xie et Anchalee Worrachate, « Dollar Reaches Breaking Point as Banks Shift Reserves », *Bloomberg*, le 12 octobre 2009, URL : <http://www.bloomberg.com/apps/news?pid=20601087&sid=aOTmsmEQpY6A>

La crise de liquidité engendrée par la faillite de *Lehmann Brothers* avait provoqué une violente correction, car les agents financiers s'étaient rués sur les bons du Trésor américains. Le point le plus bas atteint par l'Euro fut le 27 octobre 2008 avec 1,246 Dollars, soit une chute de plus de 22% en quelques semaines. Le cours du Dollar a été erratique jusqu'en mai 2009, avant de recommencer à chuter face à l'Euro.

Le problème de la surévaluation de l'Euro reste donc posé, que ce soit face au Dollar ou face au Yen. La banque *Crédit Suisse* avait calculé ce qu'elle appelle la « juste valeur » de l'Euro, qu'elle estimait à 1,22 Dollars. Nous sommes actuellement à près de 20% au-dessus de cette valeur « juste », avec toutes les conséquences que l'on peut en déduire pour la compétitivité des industries européennes.

Graphique 2



Source : BCE

Table 1
Dettes publiques de 2007 à 2010

	2007	2008	2009*	2010**
EUROZONE	66,0%	69,3%	77,7%	83,6%
Royaume-Uni	39,0%	44,5%	54,0%	63,0%
Japon	81,0%	83,7%	95,3%	107,0%
États-Unis (a)	65,5%	69,8%	83,0%	91,0%
États-Unis en % de l'Eurozone	99,2%	100,7%	106,8%	108,9%
États-Unis en % du Japon	80,8%	83,4%	87,1%	85,0%

* Estimations ** Prévisions

(a) Inclut le Social Security Trust Fund

Source: FMI et Bureau of Economic Analysis

Dans le même temps, le processus de réévaluation du Yen face au Dollar se poursuit, signalant les incertitudes qui, en Asie, pèsent sur la devise américaine.

Si la chute du Dollar face au Yen peut s'expliquer par le déficit commercial des Etats-Unis, elle ne correspond nullement aux évolutions de la dette publique. En effet, la dette publique japonaise est considérablement plus élevée que celle des Etats-Unis. Face à l'Euro, si l'on peut comprendre la chute de la devise américaine par l'écart qui s'ouvre désormais entre la dette publique américaine et celle de la zone Euro, il n'en va pas de même en ce qui concerne les perspectives économiques des deux régions.

Le fait que, dans la courte période au début de novembre 2009 où le Dollar s'est apprécié face à l'Euro, le cours de l'or n'ait pas fléchi et qu'il continue son ascension est aussi un indicateur de ce que les opérateurs sur les marchés attendent.

Nous sommes bien confrontés à une perte de confiance généralisée dans le Dollar³, ce que montre la tendance des opérateurs à abandonner le dollar au profit soit d'autres monnaies (comme l'Euro ou le Yen) soit à chercher dans des matières premières des garanties de valeur.

Table 2
Évolution de l'ensemble des dettes aux Etats-Unis de 2006 à 2010

	SITUATION 2006	SITUATION 2010
Ménages	100,0%	96,0%
Entreprises	76,3%	75,0%
Administrations	65,1%	91,0%
Total	241,4%	260,0%
Part de la dette publique dans le total de la dette	27,0%	35,0%

Ce mouvement de fond peut être à très court terme contredit par d'autres mouvements, qu'il s'agisse des actions discrétionnaires des Banques Centrales, des prises de gain momentanées des opérateurs, voire des réactions de précaution face à de nouvelles faillites de banques américaines. Mais, ces corrections ne sont que provisoires.

Cette perte de confiance est, en partie liée à la crise actuelle dont tout le monde comprend qu'en dépit des rodomontades aux Etats-Unis et en Europe, elle est loin d'être finie. Mais, elle est aussi liée à la montée de nouveaux acteurs dans le commerce international. La crise du Dollar est une autre forme de ce que l'on appelle la naissance d'un monde multipolaire.

2. Conséquences et solutions.

Cette crise se déploie alors qu'il n'y a pas de solutions de rechange. Aucun pays n'est à même de « remplacer » les Etats-Unis, mais ces derniers n'ont plus la force ni les moyens de défendre leur position de pivot monétaire et commercial à l'échelle mondiale. Ce ne sont pas

³ Matthew Brown et Oliver Biggadike, « I-Believe-in-Strong-Dollar Turns Relic as China Begg Stability », in *Bloomberg*, 8 octobre 2009, URL : <http://www.bloomberg.com/apps/news?pid=20601109&sid=aPoUCijvAfCk>

les chiffres, largement illusoire, d'une reprise aux Etats-Unis qui peuvent y changer quelque chose.

Le pays va faire face au choc d'une montée brutale du chômage (qui désormais excède les 10% de la population active) avec tous les problèmes sociaux qui en découlent, d'une accélération de sa désindustrialisation et d'une aggravation de sa situation géostratégique (en Afghanistan mais aussi en Irak). Ces différents problèmes devraient se combiner en 2010 ou en 2011 dans une crise de la dette qui verra très probablement l'explosion de la « bulle » qui désormais existe sur les bons du Trésor du gouvernement américain.

Rappelons que le montant des émissions de dettes en US Dollar va très largement excéder les capacités d'absorption des marchés financiers. Nous savons que le Trésor des Etats-Unis va devoir émettre pour 1 700 à 1 900 milliards de Bonds du Trésor dans le cours de 2009⁴. Une émission de 1000 à 1200 milliards de Dollars est inévitable pour l'année 2010. Ces émissions seront en partie financée directement par la Banque Centrale (la FED) qui devra monétiser entre 50% et 65% de ces montants.

Dans cette situation, et ceci compte tenu de l'échec du récent G-20 de Pittsburgh, on peut exclure l'émergence de solutions stables et raisonnables, qui pourraient se combiner en une nouvelle conférence de Bretton Woods⁵. Néanmoins, l'instabilité que le monde va connaître peut prendre des configurations différentes en fonction des solutions qui seront adoptées.

L'Euro comme substitut au Dollar ?

La première, qui a certainement l'assentiment de dirigeants européens, serait que l'Euro remplace le Dollar comme pivot monétaire du système international. Il ne faut pas se cacher qu'une telle solution est parfaitement illusoire.

L'Euro n'a pas la force politique du Dollar et ne l'aura jamais dans la mesure où les pays membres de l'Europe se sont refusés à la solution de « l'Europe-Puissance » et que l'Euro est miné de l'intérieur par les divergences de logique économique des pays qui appartiennent à la zone Euro⁶.

Les phénomènes d' « Euro-Divergence » ont atteint des sommets depuis le début de cette crise. En l'absence de tout mécanisme de péréquation des revenus à l'échelle de la zone, ils sont appelés à s'accroître encore plus dans les années à venir.

Par ailleurs, pour se constituer en monnaie de réserve internationale, il faut bien autre chose qu'une économie relativement homogène. La force du Dollar provenait en réalité de la position particulière des Etats-Unis du point de vue géostratégique. L'Europe, et la zone Euro,

⁴ Dont de 1200 à 1400 milliards pour le déficit de l'année fiscale 2009 et environ 500 milliards de dettes arrivant à échéance.

⁵ Et qui reprendrait les idées originelles de Keynes. M. Keynes, "Proposals for an International Currency Union – Second draft, November 18, 1941" in D. Moggridge (ed.), *Collected Writings of John Maynard Keynes*, volume XXV, Londres, Mac Millan, 1980, pp.42-66. La première version de ce texte date d'octobre 1941. Il semble que Keynes se soit mis au travail sur ce projet lors de son retour de son voyage aux Etats-Unis en mai 1941

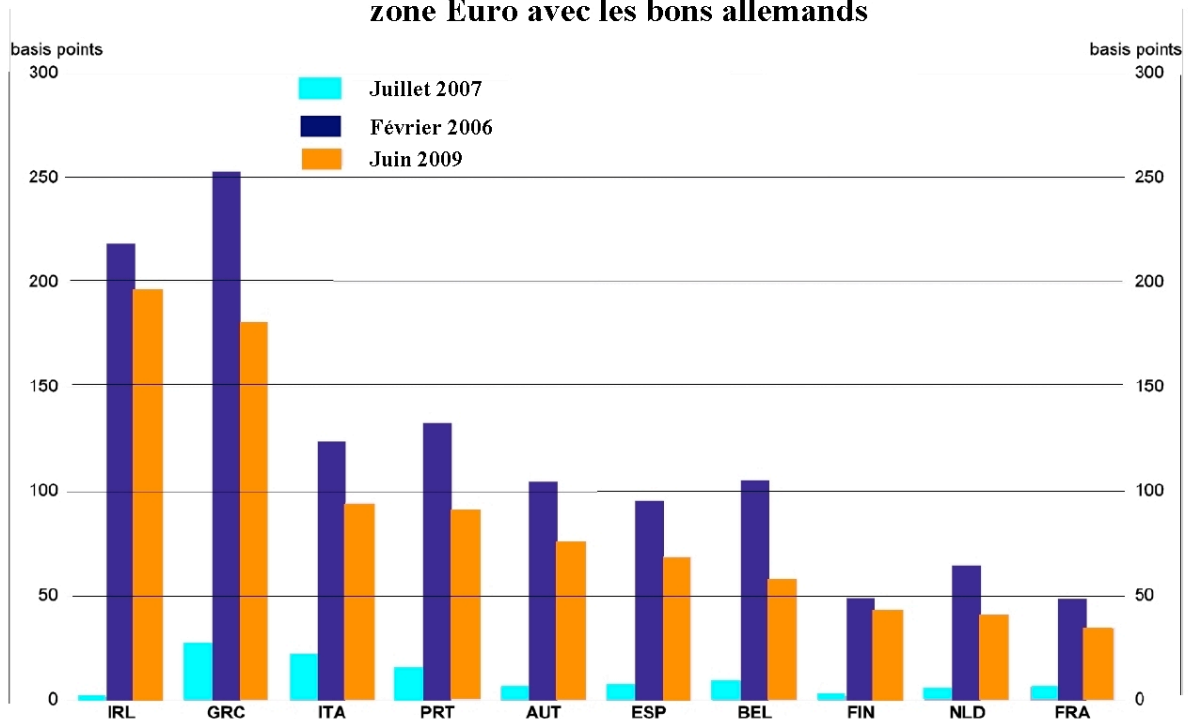
⁶ Sur le phénomène d'Eurodivergence voir J. Sapir, « From Financial Crisis to Turning Point » in *Internationale Politik und Gesellschaft*, 2009/1. I. Angeloni et M. Ehrmann, "Euro Area Inflation Differentials," *BE Journal of Macroeconomics*, 7 (1) (2007), Article 24, p. 31, URL : <http://www.bepress.com/bejm/vol7/iss1/art24>. C. de Lucia, "Où en est la convergence des économies de la zone Euro?" in *Conjoncture Paribas*, n°3/2008, mars, pp. 3-21.

n'ont nulle vocation à remplacer les Etats-Unis dans ce rôle, et n'en n'ont certainement pas les moyens quand bien même ils en auraient le projet.

Mais il y a d'autres problèmes qui menacent l'unité de la zone Euro. La crise actuelle a sonné la fin de la période d'unification du marché des dettes, le seul marché qui soit réellement unifié dans la zone Euro⁷. Si les écarts de taux (les « spreads ») ont légèrement diminué depuis février de cette année, ils restent tout à fait considérables. Pour deux pays, ils sont au-delà de 200 points de base (soit plus de 2%) et pour 5 autres ils sont équivalents à 100 points de base. Le fait qu'un pays (l'Italie) décide à émettre à nouveau des futures sur ses propres bons du Trésor indique bien que l'on s'attend à une grande instabilité sur le marché des dettes publiques⁸.

Graphique 3

Écart des bons à 10 ans émis par les gouvernements de la zone Euro avec les bons allemands



Source: Datastream

Par ailleurs, la surévaluation de l'Euro que l'on a noté plus haut équivaut à une hausse des taux d'intérêt pour ces pays. Dans le cas de la France, il a été calculé que pour toute hausse de 10% au-dessus du taux de change « juste », ceci était équivalent à une hausse de 1% du taux

⁷ C. Conrad et M. Karanasos, "Dual Long Memory in Inflation Dynamics across Countries of the Euro Area and the Link between Inflation Uncertainty and Macroeconomic Performance," in *Studies in Nonlinear Dynamics & Econometrics*, vol. 9 (4) (Novembre 2005), URL : <http://www.bepress.com/snede>

⁸ A. Worrachate, « Italian Bond Futures Offer Proxy to Hedge Greek, Irish Debt », *Bloomberg*, 11 septembre 2009, URL : <http://www.bloomberg.com/apps/news?pid=20601087&sid=a1na80VTdbyM>

directeur de la Banque Centrale. Avec un Euro égal à 1,48 Dollars, nous avons un écart de 21% par rapport au taux « juste » tel qu'il a été calculé par le *Crédit Suisse*, et en conséquence l'équivalent d'une hausse du taux d'intérêt de 2,1%.

Enfin, une étude de 2008 avait calculée qu'une hausse de 10% du taux de change équivalait aussi à une perte de croissance d'environ 1%⁹.

Il est donc clair que la zone Euro ne pourra pas tenir très longtemps dans cette situation. L'Euro ne saurait se substituer au Dollar dans ses fonctions de monnaie internationale de réserve, même si on peut s'attendre à ce qu'il prenne une importance plus grande dans les transactions internationales.

Tableau 3
Évolution de la structure de l'endettement dans les principaux pays européens

SITUATION 2006					
	France	Allemagne	Espagne	Grande Bretagne	Italie
Ménages	45,0%	68,0%	84,0%	107,0%	39,0%
Entreprises	73,0%	57,0%	104,0%	88,0%	63,0%
Administrations	63,0%	67,0%	39,0%	39,0%	106,0%
TOTAL	181,0%	192,0%	227,0%	234,0%	208,0%
Part de la dette publique dans le total de la dette	34,8%	34,9%	17,2%	16,7%	51,0%
SITUATION 2010					
	France	Allemagne	Espagne	Grande Bretagne	Italie
Ménages	43,0%	66,0%	100,0%	105,0%	39,0%
Entreprises	73,0%	55,0%	102,0%	85,0%	61,0%
Administrations	81,5%	78,7%	62,3%	63,0%	116,1%
TOTAL	198,5%	199,7%	262,3%	251,0%	216,1%
Part de la dette publique dans le total de la dette	41,1%	39,4%	23,8%	25,1%	53,7%

Notes:

L'Espagne a connu un fort accroissement de l'endettement des ménages en 2007, où ce dernier a dépassé les 104%.

La Grande-Bretagne a aussi connu un phénomène de cet ordre jusqu'au 4^{ème} trimestre de 2007. Pour ces deux pays, on a eu pic d'endettement des ménages en 2007 qui ne sera que partiellement compensé en 2010.

Vers la guerre des monnaies ?

Une deuxième solution serait la concurrence effrénée entre diverses monnaies. C'est bien aujourd'hui la solution la plus probable, et vers laquelle nous nous dirigeons.

⁹ F. Cachia, "Les effets de l'appréciation de l'Euro sur l'économie française", in *Note de Synthèse de l'INSEE*, INSEE, Paris, 20 juin 2008.

Une telle solution est appelée à voire les parités entre les principales monnaies (Le Dollar, l'Euro, la Livre, le Yen et sans doute le Yuan) fluctuer de manière tout à fait considérable. Les effets désorganisateur sur les économies seront considérables car les prix relatifs (le prix d'un bien en Euro exprimé en dollar ou dans une autre monnaie) pourront fluctuer très rapidement. Des variations de 15% à 25%, dans un sens ou dans l'autre, sont parfaitement possibles à court terme. Elles rendront le calcul économique impossible et, par voie de conséquence, le commerce international impossible (ou du moins extrêmement risqué). Dans cette solution, on peut s'attendre à une contraction très forte du commerce entre zones monétaires. Cette contraction sera même très supérieure à celle que l'on aurait provoquée par la mise en place d'un protectionnisme social et écologique. Si l'on y prend garde, ce n'est pas vers le protectionnisme mais bel et bien vers l'autarcie que nous nous dirigerons, alors qu'un tel scénario aurait pu être évité par l'introduction de mesures protectionnistes raisonnables.

Il faut noter que, dans un tel scénario, tous les prix des matières premières seront appelés à connaître des fluctuations importantes, car ces matières deviendront des « réserves de valeur » au prorata de leur nécessité. Ainsi, ce n'est pas seulement les prix des hydrocarbures qui seront appelés à fortement varier, mais aussi les prix des céréales, du riz, de la viande et du lait. Sur ces marchés, on constate déjà que les mouvements sont de moins en moins dictés par la relation entre la demande et l'offre de la ressource et de plus en plus par des considérations purement financières.

Dans cette situation, la position des pays en voie de développement risque d'être très difficile. Ceux d'entre eux qui détiennent des richesses, soit minérales soit agricoles, seront confrontés à des fluctuations de prix de 1 à 3 au minimum. Soit le cycle « boom-bust » (Croissance explosive-Crise) se déroulera de manière accélérée, soit ils seront contraints de constituer des fonds de réserves très importants, au détriment de leurs investissements¹⁰.

C'est bien pourquoi, dans ce contexte, l'initiative que constitue le SUCRE¹¹, présente des avantages considérables et pourrait permettre aux pays en voie de développement de retrouver une certaine autonomie face à une conjoncture mondiale qui sera probablement très riche en facteurs de crise.

3. Le traité constitutif du SUCRE et les opportunités pour les pays de la région.

Ce système, développé à l'initiative du Venezuela, a été ratifié le 16 octobre dernier par plusieurs pays d'Amérique Latine¹². Il vient couronner près d'un an de discussions et de travaux préparatoires entamés alors que la crise (dans sa forme ouverte) venait d'éclater dans les économies développées.

¹⁰ D. Baker and K. Walentin, "Money for Nothing: The Increasing Cost of Foreign Reserve in Developing Nations", *Center for Economic Policy and Research*, Washington, D.C., 2001. D. Rodrik, "The Social Cost of Foreign Exchange Reserves", *International Economic Journal*, Vol. 20, n°3, 2006, pp. 253-266.

¹¹ Ou "Sistema Único de Compensación Regional de Pagos" (SUCRE).

¹² Il s'agit de la Bolivie, de Cuba, de l'Equateur, du Nicaragua et du Venezuela.

Le SUCRE est un projet relativement complexe qui vise non seulement à protéger les pays membres des fluctuations du Dollar mais aussi à fournir un cadre commun à des politiques de développement coordonnées.

Si le SUCRE s'inscrit bien dans la logique des monnaies régionales, il en diffère cependant sur deux points : d'une part, il s'agit d'une monnaie commune et non d'une monnaie unique sur la zone considérée et d'autre part il s'accompagne de toute une architecture devant permettre de procéder à des initiatives coordonnées de développement. En cela, il jette déjà les bases d'une coopération internationale qui va à l'encontre de la logique de « guerre des monnaies » que l'on peut redouter dans d'autres scénarii.

À cet égard, il est clair que le SUCRE représente la première tentative concrète pour formuler une réponse aux désordres monétaires internationaux, qui constituent la toile de fond de la crise actuelle. Il est particulièrement significatif qu'une telle initiative provienne de pays qui sont en rupture avec la domination des Etats-Unis sur la région.

Le Traité

Le traité qui a donc été signé le 16 octobre précise que le SUCRE est un « mécanisme de coopération, d'intégration et de complémentarité économique et financière destiné à promouvoir le développement intégral de la région latino-américaine et caraïbe... »¹³.

Dans son Article 2, le SUCRE est associé, via le Conseil Monétaire Régional, qui en est l'organisme suprême, avec la Chambre Centrale de Compensation et le Fond de Réserve et de Convergence Commerciale¹⁴.

De fait, ce système regroupe une partie des pays qui ont été associés aux diverses initiatives de l'ALBA avec l'anneau « Bolivar » et l'anneau « Sucre ». Il devrait être appelé à rapidement s'agrandir tout d'abord dans les caraïbes mais aussi vers le reste de l'Amérique Latine avec la possible intégration du Paraguay et de l'Uruguay ainsi que de la Dominique. Le cas du Honduras est pour l'instant en suspens en raison du coup d'état dans ce pays. Enfin, à terme, ce projet devrait intéresser d'autres pays d'Amérique Latine.

Le SUCRE doit fonctionner sur la base d'un accord de compensation multilatérale, inspiré de l'Union Européenne des Paiements¹⁵ et surtout du projet d'accord international que constituait le projet Keynes de 1941¹⁶.

Le SUCRE serait ainsi une monnaie de crédit, uniquement détenue par les Banques Centrales, et dont le taux de change pour les pays de la Zone devrait être fixe mais révisable en fin de période. De même, par rapport à l'extérieur de la Zone, le taux de change sera fixe, mais régulièrement révisable pour éviter des effets de surévaluation structurels.

Le taux de change du Bolivar sera ainsi fixé à un taux qui inclut une surévaluation (le SUCRE sera initialement défini en Dollar et en Euro) mais le taux de change du SUCRE par rapport

¹³ *Tratado constitutivo del sistema unitario de compensacion regional de pagos*, Chapitre 1, « Des dispositions fondamentales », Article 1, « Objet ».

¹⁴ *Tratado constitutivo del sistema unitario de compensacion regional de pagos*, Chapitre 1, Article 2.

¹⁵ J. Kaplan and G. Schileiminger, *The European Payments Union - Financial diplomacy in the 1950's*, Oxford, Clarendon Press, 1989. R. Triffin, *Europe and the money muddle - from bilateralism to near-convertibility, 1947-1956*, New haven & London, Yale University Press, 1957.

¹⁶ J.M. Keynes, "Proposals for an International Currency Union – Second draft, November 18, 1941" in D. Moggridge (ed.), *Collected Writings of John Maynard Keynes*, op.cit..

aux devises « hors Zone » devrait logiquement être progressivement baissé, pour amener le Bolivar à une parité, via le SUCRE, plus conforme à la réalité économique. Il est clair que la Zone du SUCRE sera d'autant plus solide qu'elle intégrera plus de pays. Mais, l'Equateur pose le problème d'un pays qui a renoncé à sa souveraineté monétaire et Cuba, qui pourrait être un membre potentiel de l'ALBA, soulève le problème d'un pays dont la monnaie est en partie inconvertible.

Ces problèmes cependant peuvent être résolus, et l'on peut se demander si le SUCRE n'offre pas au gouvernement équatorien une magnifique opportunité de se « dé-dollariser » et de recouvrer sa souveraineté monétaire.

Il en va de même pour Cuba où l'appartenance à la zone SUCRE pourrait permettre aux autorités d'avancer vers une forme limitée de convertibilité tout en minimisant les risques potentiels de perte de contrôle sur les dynamiques macroéconomiques du pays.

La dynamique du traité.

On peut alors définir quatre objectifs au développement du SUCRE, qui répondent aux deux principales questions, concernant la réduction du risque de transaction en dollar mais aussi le déploiement d'investissements qui viendront réduire la contradiction précédemment signalée.

La réduction du risque de change dans les transactions que représente le Dollar est un fait qui se manifeste à deux niveaux :

- Entre les pays de la Zone, où il s'accompagne de la nécessité d'économiser de la devise convertible. Tel était d'ailleurs le but de l'Union Européenne des Paiements. On peut penser que dans le système du SUCRE seuls les soldes finaux de fin de période (6 mois ou un an) donneront lieu à un règlement. Les soldes intermédiaires seront compensés dans la chambre de compensation. Pour les soldes finaux, ils devraient être payables en partie en devises étrangères (Dollar, mais aussi Euro et Yen, et terme Rouble et Yuan) et en partie en SUCRE.
- Pour les transactions entre les pays de la Zone et les pays extérieurs, tout solde accumulé par un pays extérieur sur l'un des pays membres pourra donner droit à l'ouverture de lignes de crédit en SUCRE, permettant alors au pays extérieur de faire des achats dans d'autres pays de la Zone.

Quant à la promotion des investissements, et à la fonction de banque d'investissement que sera celle de la Banque de l'ALBA, il faut ici que soient vérifiés les critères suivants :

- Ces investissements doivent accélérer l'intégration entre les pays de la zone SUCRE.
- Ces investissements doivent aussi avoir un effet « anti-crise » et doivent favoriser l'emploi et la formation des revenus dans cette zone.

Il faut noter ici que ces deux axes sont profondément liés. Dans la mesure où les investissements favoriseront l'intégration et l'emploi dans le Zone, le commerce de cette dernière s'accroîtra et elle fonctionnera mieux comme Zone monétaire.

C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre pourquoi le SUCRE n'est pas un simple accord monétaire, mais en même temps un accord portant sur le principe d'un développement intégré d'une zone régionale.

Il s'agit tout à la fois de protéger les pays membres des fluctuations erratiques du Dollar et de leur fournir un cadre pour leur développement. La création d'une banque d'investissement multinationale, qui va de pair avec l'accord signé le 16 octobre 2009, doit justement s'attaquer au développement d'infrastructures de développement mais aussi de projets permettant une meilleure valorisation des productions des différents pays, et *in fine*, favoriser le développement d'un commerce régional, soit d'un commerce Sud-Sud, qui devrait venir renforcer la zone monétaire en constitution.

Par son ampleur potentielle, et par la complémentarité de ses organismes, ce traité constitue très certainement l'une des plus grandes avancées de ces vingt dernières années. Il constitue une réponse à la fois pertinente et radicale à la crise telle qu'elle est vécue par les pays du tiers-monde, et de ce point de vue pourrait à l'évidence servir d'exemple dans d'autres régions du monde.

Il pourrait venir aussi s'articuler avec d'autres projets, qui par nature sont un peu différents, que sont les tentatives pour constituer le Rouble et le Yuan en monnaies régionales de réserves.

La situation actuelle se prête bien en fait à l'émergence de monnaies régionales comme substitut au Dollar, et dans l'attente d'une réforme plus globale du système monétaire international. Ainsi, la Chine comme la Russie ont fait une proposition en ce sens lors de la réunion du G-20 du mois d'avril dernier. Cette proposition, la transformation des Droits de Tirage Spéciaux en une monnaie internationale, se heurte à l'opposition américaine ainsi qu'à la structure du FMI. Il est cependant clair qu'elle va dans la bonne direction à la condition qu'elle ne serve pas uniquement de moyen de crédit aux Etats-Unis. Néanmoins, elle est inapplicable pour l'instant et il faut penser à des solutions intermédiaires.

En attendant donc qu'un nouveau système monétaire puisse émerger de la crise actuelle, c'est par des initiatives régionales appelées à se coordonner, que l'on peut espérer mettre en place des morceaux de solution. De ce point de vue, l'initiative du SUCRE, qui est appelée à s'élargir et à trouver des alliés dans des systèmes de monnaies régionales propose tout à la fois une solution viable pour les pays qui en sont membres et une solution en réalité coopérative à l'égard des autres pays. Elle montre que la constitution de zones régionales monétaires n'est pas nécessairement synonyme de guerre des monnaies, avec toutes les conséquences négatives qu'une telle solution comporte.